

ORDRE DU JOUR DU SOMMET DE VENISE

À Venise, les dirigeants des pays du Sommet auront devant eux une longue liste de questions économiques et politiques épineuses sur lesquelles ils devront se pencher. Heureusement, nos économies se sont relevées graduellement depuis la récession de 1981-1982. Nous avons réussi dans l'ensemble à endiguer l'inflation. Il y a eu un réajustement notable des taux de change, quoique les marchés internes demeurent sensibles aux répercussions des importants déséquilibres actuels au niveau des balances commerciales. En dépit des augmentations enregistrées récemment en Amérique du Nord, les taux d'intérêt sont généralement plus bas que l'an dernier et le chômage est en perte de vitesse, grâce aux immenses progrès réalisés au chapitre de la création d'emplois. Toutefois, si la situation s'est améliorée au Canada et aux États-Unis, le taux de chômage demeure élevé dans plusieurs pays du Sommet, particulièrement en Europe. De graves déséquilibres budgétaires, commerciaux et de compte courant persistent, ce qui accentue les pressions protectionnistes et menace la stabilité économique mondiale.

Au Sommet de Tokyo l'an dernier, un groupe de ministres des Finances, le Groupe des Sept, a été créé afin d'assurer une surveillance et une coordination plus efficaces des politiques économiques internationales et une meilleure coopération dans ce domaine, afin d'améliorer la performance économique des principaux pays. Il a été convenu que le Groupe des Sept se réunirait périodiquement pour examiner les objectifs et les prévisions économiques et en vérifier la compatibilité d'après divers indicateurs économiques, afin d'assurer une croissance plus équilibrée.

À la suite de l'Accord du Louvre, conclu par le Groupe des Sept en février, le Japon et la RFA ont annoncé des mesures fiscales destinées à stimuler la demande interne qui devraient favoriser une réduction des surplus commerciaux. Mais pour que ces efforts portent fruits, les dirigeants devront, à Venise, s'attacher à mieux coordonner leurs politiques fiscales et monétaires, à renforcer les engagements pris par le Groupe des Sept, et à susciter la confiance du marché en concrétisant leurs engagements au moment opportun.

Le Canada cherchera à s'assurer que les pays du Sommet maintiennent leur ferme engagement à lutter contre le protectionnisme et que la nouvelle série de négociations commerciales multilatérales (NCM), maintenant en cours, aboutisse rapidement à des résultats positifs. Il

importe particulièrement que des résultats soient atteints rapidement aux chapitres du règlement des différends et du fonctionnement du système du GATT, afin de maintenir la crédibilité du GATT.

La question de l'agriculture, inscrite pour la première fois à l'ordre du jour du Sommet de Tokyo à la demande du Canada, fera encore partie des principaux sujets de discussion. Le maintien des prix de soutien à des niveaux élevés dans de nombreux pays et les subventions à l'exportation ont artificiellement stimulé la production et produit un écart marqué entre l'offre et la demande. Les gouvernements représentés au Sommet reconnaissent maintenant la nécessité de porter attention aux questions liées à la réforme du système agricole international, en fondant leur action sur les résultats de la rencontre des 12 et 13 mai des ministres de l'OCDE. Le Canada a été l'hôte, du 21 au 23 mai derniers, d'une réunion ministérielle du Groupe de Cairns à laquelle étaient représentés 14 pays exportateurs de produits agricoles, tant industrialisés qu'en développement.

À Venise, les dirigeants se pencheront aussi sur les problèmes particuliers des pays débiteurs. Les récentes rencontres FMI/Banque mondiale ont permis de réaffirmer l'initiative du secrétaire au Trésor James Baker. Cependant, les perspectives des pays les plus mal en point, qui se retrouvent surtout en Afrique subsaharienne, restent plutôt sombres. À ce propos, le Canada cherchera à s'assurer que les réserves de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale (IDA VIII) seront généreusement reconstituées, comme il a été convenu en 1986. Il encouragera également l'adoption de mesures spéciales pour solutionner les problèmes de dette publique des nations les plus pauvres.

Comme ce fut le cas aux précédents Sommets, les dirigeants échangeront leurs points de vue sur un éventail de questions d'ordre politique, notamment les relations Est-Ouest, le contrôle des armements et le désarmement, le terrorisme international et les problèmes régionaux (Afrique du Sud, Afghanistan, Indochine et Moyen-Orient). La question de l'Afrique du Sud préoccupe particulièrement le Canada; nous avons d'ailleurs fait savoir à nos partenaires du Sommet que nous comptons approfondir le sujet.

Ainsi qu'il l'a fait aux autres Sommets, le Canada veillera à ce que les intérêts et points de vue des pays les moins avancés (PMA) soient